

*Leonardo Sciascia*

L'affaire  
**MORO**



Grasset

## CHRONOLOGIE DE L'AFFAIRE

*Mars 1978*

- 16 Aldo Moro, président du Conseil national de la Démocratie chrétienne, est « prélevé » — les cinq hommes qui l'escortaient sont tués — par une bande qui appartient, présume-t-on, aux Brigades rouges. Une heure plus tard, les confédérations syndicales proclament la grève générale. Avant le soir, le gouvernement présidé par l'*onorevole* Andreotti, sur lequel, la veille encore, on manifestait perplexités et réserves du côté des gauches et de quelques groupes de la Démocratie chrétienne, est approuvé, par une majorité qui comprend aussi les communistes, à la Chambre des députés et au Sénat. Dans la via Licinio Calvo, à une centaine de mètres de la via Fani où le « prélevement » a eu lieu, la police trouve une des automobiles dont se sont servi les terroristes.
- 17 La police arrête un jeune employé fortement suspecté de participation ou de complicité à la séquestration de l'*onorevole* Moro; mais le magistrat

chargé de l'enquête le relaxe deux jours plus tard en tant qu'*étranger aux faits*. (Il faut relever comme grossière faute de grammaire policière qu'un individu suspecté d'un délit tel que la séquestration de personne soit aussitôt arrêté au lieu d'être habilement filé, surveillé.)

Dans la via Licinio Calvo, la police trouve une autre automobile utilisée par les terroristes : y était-elle dès le début, ou l'a-t-on amenée après ? S'agissant d'une zone passée au peigne fin et qui restait très surveillée, cette découverte signifie inefficience, et confine à la farce.

18 Arrive le premier communiqué des Brigades rouges : elles assument la responsabilité de la séquestration de Moro et de la tuerie de l'escorte ; elles déclarent qu'elles veulent faire le procès (*Tribunal du peuple*) du président de la Démocratie chrétienne. Au communiqué est jointe une photographie de Moro prisonnier dans la « prison du peuple ».

19 Dans la via Licinio Calvo, la police trouve la troisième automobile utilisée par les terroristes pour l'enlèvement. « Elle n'était sûrement pas ici hier », dit la police. Mais le fait qu'on l'ait amenée après, en déjouant toute surveillance, en esquivant les rondes des patrouilles, est aussi grave que le fait de ne pas l'avoir remarquée pendant deux jours de suite. Ce n'est du reste pas la seule infortune à laquelle la police s'expose : parmi les personnes recherchées dont on diffuse l'image à la télévision et dans les journaux, deux sont déjà en prison

depuis longtemps, et une autre se trouve ouvertement à Paris. Brunilde Pertramer aussi, recherchée comme brigadiste, se révélera régulièrement enregistrée dans les hôtels où elle a logé.

20 Au procès contre Curcio et les autres, qui se déroule tumultueusement aux assises de Turin, les brigadistes en cage s'écrient : « Moro est entre nos mains ! »

21 Le Conseil des ministres approuve une loi qui accroît les pouvoirs de la police et réduit la liberté des citoyens.

Les journaux débattent de l'opportunité de l'autocensure : en inclinant à la pratiquer. Des hommes représentatifs sont invités par les journaux à se prononcer pour ou contre le principe de l'autocensure. Vito Ciancimino, ex-maire de Palerme, interrogé par le *Giornale di Sicilia*, répond : « En principe, informer l'opinion publique est un devoir. Mais à des moments particuliers comme celui que nous vivons, sans doute vaudrait-il mieux ne pas publier les messages des brigadistes, ne serait-ce que pour favoriser les enquêtes. Quand les nouvelles peuvent nuire à l'action des enquêteurs, et donc à l'arrestation des assassins, on doit se taire même s'il peut en coûter. Je répète cependant qu'en principe la liberté de la presse doit être assurée. »

24 A Turin, attentat des Brigades rouges contre Giovanni Picco, démocrétien, ex-maire de la ville.

25 Communiqué numéro deux des Brigades rouges : y

sont énumérés les chefs d'accusation contre Moro, mais d'une manière générale.

- 29 Arrigo Levi, directeur du quotidien turinois *la Stampa*, suggère que Leone se démette de sa charge de président de la République et que le Parlement élise Moro à sa place. La proposition suscite perplexité et défiance générales.

Le soir arrivent une lettre de Moro au ministre de l'Intérieur Francesco Cossiga et le communiqué numéro trois des Brigades rouges. Dans le communiqué, on affirme que l'interrogatoire « se poursuit avec l'entière collaboration du prisonnier ».

- 31 *L'Osservatore romano* déclare que le Saint-Siège est prêt à œuvrer à la solution du « très douloureux cas ».

#### Avril

- 1<sup>er</sup> Nicola Rana, secrétaire de Moro, a reçu, paraît-il, une lettre du prisonnier. Le lendemain, on dit que la famille Moro aussi en a reçu une.
- 3 La police procède à des perquisitions et à des arrestations dans les milieux d'extrême gauche. Mais, en l'espace de quarante-huit heures, le magistrat relaxe presque tous ceux qui étaient arrêtés : la police avait procédé sur la base de listes dressées en 1968. De nombreux rebelles d'alors se trouvaient désormais dans les partis de ce qu'on appelle l'arc constitutionnel, en particulier au Parti communiste.
- 4 Arrivent une lettre de Moro à Zaccagnini, le communiqué numéro quatre des Brigades rouges et

- l'opuscule, portant la date « février 1978 », de la *Résolution de la Direction stratégique*. Dans le communiqué, il est dit que « la manœuvre mise en branle par la presse du régime », ayant pour but d'attribuer à la dictée des Brigades ce que Moro a écrit à Cossiga, « a été aussi sournoise que maladroite », et que cet écrit exprime un point de vue que les Brigades ne partagent pas.
- 6 *Il Giorno* publie une lettre d'Eleonora Moro au directeur, écrite dans l'espoir que les brigadistes la donnent à lire à son mari.
- 7 A Gênes, attentat des Brigades rouges contre Felice Schiavetti, président de l'Association des Industriels : l'habituel estropiement.
- 10 Les journaux diffusent la nouvelle, sans aucun fondement, que les Brigades demandent, pour libérer Moro, la démission de Leone et soixante milliards de lires. Dans l'après-midi, les Brigades rouges diffusent le communiqué numéro cinq et un écrit autographe de Moro contre Taviani.
- 11 A Turin, trois brigadistes tirent sur le gardien de prison Lorenzo Cotugno. Avant de mourir, Cotugno blesse le brigadiste Cristoforo Piancone, qui est abandonné par ses camarades à l'entrée d'un hôpital. Piancone se déclare prisonnier politique et ne répond pas aux questions de la police et du juge ; mais quelques jours plus tard, dans les quotidiens *Il Tempo* et *Il Giornale*, paraîtra l'interview qu'un journaliste a obtenue de lui.

- 12 On dit que Cossiga, Rana et la famille Moro ont reçu d'autres lettres du prisonnier.
- 15 Communiqué numéro six des Brigades rouges : « Aldo Moro est coupable, en conséquence de quoi il est condamné à mort. » Les journaux font état de « onze attentats à Venise en dix-sept heures » dans la journée de la veille ; et, prudemment, qu'une liste de deux cents brigadistes virtuels « aurait été fournie au ministre de l'Intérieur par un haut représentant du Parti communiste ».
- 17 Appels aux Brigades rouges de l'*Osservatore romano* et d'Amnesty International.
- 18 Le « faux » communiqué numéro sept des Brigades rouges. La police découvre via Gradoli un « repaire » des Brigades. Par hasard, dit-on d'abord ; mais ensuite, on apprend qu'elle en avait reçu depuis longtemps l'indication : seulement, elle s'était rendue à Gradoli, dans la province de Viterbe, et non via Gradoli, qui se trouve dans la zone de Rome où Moro a été enlevé.
- 19 *Lotta continua*, journal de l'extrême gauche, publie un appel pour sauver Moro, appel signé par des évêques, des parlementaires, des intellectuels catholiques et laïques.
- 20 Les Brigades rouges, à Milan, tuent l'adjudant des gardiens de prison Francesco De Cataldo. Les Brigades diffusent le « vrai » communiqué numéro sept : Moro est en vie, elles sont disposées à le restituer en échange de « prisonniers commu-

- nistes ». C'est un ultimatum. Expiration du délai : le 22 à quinze heures. Une photographie de Moro, avec en main *La Repubblica* de la veille, est envoyée à ce journal.
- 21 Autre lettre de Moro à Zaccagnini : mais tous les journaux ne la publient pas.
- 22 A l'université de Padoue, attentat contre le professeur Ezio Riondato : quatre coups de feu aux jambes, de la part du Noyau des Combattants pour le communisme. Paul VI écrit aux « hommes des Brigades rouges ».
- 24 Communiqué numéro huit des Brigades rouges : il contient les treize noms des « prisonniers communistes » dont ils réclament la liberté en échange de Moro. Le gouvernement de Panama se déclare disposé à accueillir les terroristes dans l'éventualité où le gouvernement italien se déciderait à accepter l'échange. Une nouvelle lettre de Moro à Zaccagnini parvient au journal *Vita*.
- 25 Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., à la télévision italienne, et s'exprimant en italien, lance un appel aux Brigades rouges. Il suscite la mauvaise humeur des milieux politiques italiens : il a attribué une « cause » aux terroristes, donc un idéal. Mais il paraît que Waldheim voulait dire « propos » : petite erreur de traduction. Au siège de la Démocratie chrétienne, on distribue aux journalistes la déclaration des « amis de Moro » : « Ce n'est pas l'homme que nous connaissons. »

- 26 Dix coups de revolver contre le démocrétien Girolamo Mechelli, ex-président de la région Latium. Aux jambes. *Il Giorno* publie une lettre des enfants de Moro à leur père.
- 27 A Turin, coups de feu aux jambes contre Sergio Palmieri, chef de bureau des « analyses du travail » à Mirafiori ; et communiqué relatif des Brigades. Craxi propose que l'État montre qu'il cède au chantage des Brigades rouges par des actes de clémence envers les prisonniers politiques.
- 28 Andreotti à la télévision : « Quelle serait la réaction des carabinieri, des policiers, des gardiens de prison, si le gouvernement, dans leur dos et en violant la loi, traitait avec qui a attenté à la loi même ? Et que diraient les veuves, les orphelins, les mères de ceux qui sont tombés dans l'accomplissement de leur devoir ? » Évidemment, il n'y a rien à faire pour Moro : comme Cortes, en parlant mères, veuves et orphelins, Andreotti a brûlé les vaisseaux d'une négociation avec les Brigades rouges, que Craxi s'obstine à dire possible.
- 29 On parle d'autres lettres de Moro à ses proches ; et de l'arrivée de l'une d'elles par la poste, en réponse à la lettre de sa famille publiée par *Il Giorno*. Le soir, il en parvient une au journal *Il Messaggero*, adressée à la Démocratie chrétienne. Elle sera publiée le lendemain. De celles que nous connaissons, c'est la dernière adressée au parti tout entier.
- 30 On apprend que Moro a envoyé des lettres à Leone, Andreotti, Ingrao, Fanfani, Misasi, Piccoli et

Craxi. Mais seules celles à Craxi et à Leone seront publiées, respectivement les 3 et 4 mai.

### Mai

- 1<sup>er</sup> Appel de la famille Moro aux dirigeants de la Démocratie chrétienne : que le parti « assume avec courage ses propres responsabilités ».
- 3 Andreotti réitère le *non* du gouvernement à une négociation avec les Brigades rouges.
- 4 Deux estropiements : à Milan, Umberto degli Innocenti, de Sit-Siemens ; à Gênes, Alfredo Lamberti, de l'établissement Italsider de Cornigliano.
- 5 Communiqué numéro neuf des Brigades rouges : « Nous concluons la bataille commencée le 16 mars en exécutant la sentence à laquelle Moro a été condamné. » Se déchaîne l'interprétation du gérondif.
- 6 A Novare, estropiement du médecin des prisons Giorgio Rossanigo : mais par les Prolétaires Armés pour le communisme.
- 8 Autre médecin — de l'Institut national d'assurance contre les maladies — estropié à Milan, Diego Fava : lui aussi par les Prolétaires Armés pour le communisme.
- 9 Dans le coffre à bagages d'une Renault 4 — rouge selon le brigadiste qui en a donné la communication, amarante selon les journaux —, on trouve le corps d'Aldo Moro. La famille diffuse le communiqué suivant : « La famille désire que soit pleinement

respectée par les autorités d'État et le parti la précise volonté d'Aldo Moro. Ce qui signifie : point de manifestation publique, ni cérémonie, ni discours ; point de deuil national, ni funérailles d'État, ni médaille du souvenir. La famille s'enferme dans le silence et demande le silence. De la vie et de la mort d'Aldo Moro l'histoire jugera. »

10 A Torrita Tiberina, funérailles dans l'intimité. Moro est inhumé dans le cimetière de ce village.

13 Rite funèbre dans la basilique de Saint-Jean de Latran. Paul VI préside, le cardinal Poletti officie (le même en qui Moro espérait, mais pas trop, pour rectifier « l'énormité »). Tous les hommes du pouvoir sont présents. Manquent la femme et les enfants d'Aldo Moro. Le pape dit : « Toi, ô Seigneur, tu n'as pas exaucé notre supplique. »

L'impression de ce livre  
a été réalisée sur les presses  
des Imprimeries Aubin  
à Poitiers/Ligugé



pour les Éditions Grasset

Achévé d'imprimer le 23 octobre 1978  
N° d'édition 4983 — N° d'impression L 11011  
Dépôt légal 4<sup>e</sup> trimestre 1978

ISBN 2-246-00-695-3